

Les résultats alarmants du Sondage d'OSSTF/FEESO sur la violence dans les écoles révèlent le besoin pour un financement d'urgence

Pour publication immédiate : le 6 juin 2024

TORONTO, ON — Les résultats du sondage divulgués aujourd'hui par la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) démontrent qu'une forte majorité des membres d'OSSTF/FEESO, soit 75 pour cent, indiquent « qu'il y a un plus grand nombre d'incidents de violence » que depuis leur entrée en fonctions dans les écoles de l'Ontario, et un membre sur trois, soit 31 pour cent, signale avoir été personnellement victime de force physique exercée contre eux. Le sondage de recherche concernant le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation se penchait sur les expériences de violence en milieu de travail dans les écoles de l'Ontario, lors de l'année scolaire 2022-2023 et au début de l'année scolaire 2023-2024.

« Les résultats alarmants de notre sondage soulignent une réalité perturbante : la violence dans les écoles de l'Ontario ne se résume pas à quelques incidents isolés, mais bien à une menace grandissante pour la santé et le bien-être du personnel et des élèves », a dit Karen Littlewood, présidente d'OSSTF/FEESO. « Chaque incident de violence dans nos écoles représente un manquement de la part du gouvernement Ford à offrir un milieu d'apprentissage sécuritaire aux élèves et à soutenir les professionnels soucieux qui sont chargés de favoriser la croissance et le développement des élèves. »

Dawn Hoffman, chercheuse principale chez Strategic Communications, Inc., a affirmé, « Les données confirment que les niveaux de violence dans les écoles sont élevés et augmentent. Puisque trois membres d'OSSTF/FEESO sur quatre signalent des niveaux de croissance à la hausse dans les écoles au cours de leur carrière, et jusqu'à trois sur dix ont été personnellement la cible d'une force physique utilisée contre eux au cours de la dernière année scolaire, nous percevons ce que nous pourrions raisonnablement qualifier d'épidémie dans les écoles de l'Ontario. »

OSSTF/FEESO a commandé un sondage auprès de plus de 6 500 membres qui travaillent dans les écoles publiques, de la maternelle/jardin d'enfants à la 12e année. En voici les constatations clés :

- La violence dans les écoles est un problème critique et de plus en plus grave.
- Un nombre considérable de professionnelles et de professionnels en éducation ont été témoins ou même victimes de violence au cours de l'année scolaire 2023, exclusivement.
- Le risque est plus élevé pour les femmes, surtout les travailleuses en éducation qui offrent des services et des soutiens directs aux élèves.
- Les membres signalent un manque de ressources et d'imputabilité.
- L'exposition à la violence a des répercussions néfastes sur la capacité des écoles à recruter et à maintenir en poste un personnel qualifié.

« Il n'est pas inusité pour moi de rentrer à la maison après une journée de travail, le corps marqué d'ecchymoses, de morsures et arborant un œil au beurre noir », a affirmé Carlin, travailleuse en

éducation et membre d'OSSTF/FEESO. « Je ne peux même pas compter le nombre de fois qu'une chaise m'a été lancée ou qu'on m'a tiré les cheveux, même au point de les arracher. Le fait que ces gestes sont devenus normaux pour mes collègues et moi démontre un symptôme de l'ampleur à laquelle le système est devenu défaillant sous le gouvernement Ford. Les choses ne doivent pas nécessairement être ainsi, mais Doug Ford et le parti conservateur ont délibérément laissé nos élèves sous-financés et notre personnel de soutien sous-valorisé. »

Karen Littlewood a ajouté, « Il est inacceptable que les travailleuses et les travailleurs en éducation et le personnel enseignant, surtout les femmes, vivent de la violence dans leur milieu de travail. Il s'agit d'un problème systémique qui nécessite une attention et une action immédiates, surtout de la part du gouvernement Ford. »

OSSTF/FEESO exhorte le gouvernement Ford à travailler avec nous et les autres syndicats en éducation à mettre en place les quatre propositions de solution suivantes pour mettre fin à la montée de la violence dans les écoles de l'Ontario :

1. **Un financement d'urgence pour des écoles sûres** – Le gouvernement Ford devrait accorder un fond de Provision de planification, qui se chiffre présentement à 1,39 milliard \$, pour la création d'un Fonds d'urgence pour des écoles sûres, afin de retenir un personnel plus qualifié, comme un personnel professionnel de soutien aux élèves, des aides-enseignant(e)s et d'autres travailleuses et travailleurs en éducation.
2. **Rester et apprendre** – le gouvernement provincial devrait créer une dérogation dédiée sur les frais de scolarité pour attirer des élèves vers les programmes en éducation, pour les domaines qui vivent une pénurie, comme les aides-enseignant(e)s et le personnel professionnel de soutien aux élèves. Des programmes semblables ont été lancés dans le secteur des soins de santé et des soins de longue durée et sont soutenus par le gouvernement provincial..
3. **Dévoilez les données maintenant** – OSSTF/FEESO exige que le gouvernement Ford dévoile les données sur les rapports d'incident grave impliquant des élèves, les évaluations du risque et le résultat de l'initiative d'inspection en matière de violence en milieu de travail chez les travailleuses et travailleurs en éducation, effectuée par le ministère du Travail en février et mars 2023
4. **Table de concertation sur le Plan de sécurité dans les écoles** – OSSTF/FEESO fait appel au gouvernement pour qu'il s'engage à l'élaboration d'un Plan de sécurité dans les écoles, au moyen d'une table de concertation sur les actions communautaires et des intervenantes et intervenants, qui inclut OSSTF/FEESO et d'autres syndicats en éducation.

« Derrière chaque statistique, il y a une travailleuse ou un travailleur en éducation ou un membre du personnel enseignant qui a été la cible d'intimidation, de menaces ou de blessures physiques, dans le simple exercice de ses tâches. Il est grand temps que le gouvernement Ford prenne cette crise grandissante au sérieux. Il lui faut collaborer avec nous pour faire en sorte que chaque membre du personnel et chaque élève soit en sécurité, en santé et se sentent appuyés dans les écoles de l'Ontario. Nous attendons que ce gouvernement agisse et donne suite à nos appels », a conclu la présidente Karen Littlewood.

Voici un bref sommaire des résultats du sondage. Veuillez consulter la [Trousse médiatique d'OSSTF/FEESO](#) pour des écoles plus sûres pour obtenir de plus amples renseignements sur les résultats du sondage.

- **La violence dans les écoles est un problème critique et de plus en plus grave.**
 - Les trois quarts des membres (75 %) affirment « que le nombre d'incidents de violence a augmenté » depuis leur entrée en fonctions dans le système scolaire public de l'Ontario, y compris 80 % des aides-enseignant(e)s, 79 % des travailleuses et travailleurs auprès enfants et jeunes, 78 % du personnel enseignant permanent, 73 % des éducatrices et éducateurs de la petite enfance et 65 % du personnel enseignant suppléant.
 - Sept membres sur dix (69 %) ont indiqué que le nombre d'incidents de violence à l'endroit du personnel enseignant et des travailleuses et travailleurs en éducation dans le système scolaire public de l'Ontario a augmenté depuis la période précédent mars 2020, y compris 30 % qui indiquent que le nombre d'incidents de violence « a beaucoup augmenté ».
- **Un nombre considérable de professionnelles et de professionnels en éducation ont été témoins ou même victimes de violence au cours de l'année scolaire 2023, exclusivement.**
 - Deux membres d'OSSTF/FEESO sur cinq (43 %) ont été témoins d'une tentative de force contre un autre membre du personnel. Les données grimpent à 78 % chez les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes, 73 % chez les aides-enseignant(e)s et 62 % chez les éducatrices ou éducateurs de la petite enfance. Un tiers (33 %) du personnel enseignant permanent a été témoin d'une tentative de force physique utilisée contre un autre membre du personnel.
 - Trois membres sur dix (31 %) signalent avoir été victimes d'une force physique utilisée contre eux. Les expériences de violence sont très répandues parmi les professions qui desservent les élèves ayant les besoins les plus élevés; 75 % des aides-enseignantes ont été victimes d'une force physique utilisée contre eux, ainsi que 70 % des travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes, 63 % des éducatrices ou éducateurs de la petite enfance et 16 % du personnel enseignant permanent.
- **Le risque est plus élevé chez les femmes, ainsi que chez les travailleuses et travailleurs en éducation (en majorité des femmes) qui travaillent auprès de la population ayant des besoins particuliers.**
 - Les femmes perçoivent et vivent en plus grand nombre les incidents de violence aux mains des élèves : Trente-cinq pour cent des membres femmes ont été personnellement assujetties à une force physique comparativement à 20 % des membres hommes.

- Trois aides-enseignant(e)s sur quatre (75 %) signalent avoir été victimes d'une force physique utilisée contre eux lors de l'année scolaire 2022-2023; 89 % des aides-enseignant(e)s s'identifient comme étant du genre féminin.
- **Manque de ressources et d'imputabilité**
 - Le manque d'imputabilité chez les décisionnaires a empiré les préoccupations en matière de violence en milieu de travail.
 - Les membres ont indiqué les effectifs de classe élevés et un manque de ressources – financières et humaines – comme les causes sous-jacentes et exacerbantes de la montée de la violence dans les écoles.
 - Lors de leur carrière dans le système scolaire public, 69 % des membres signalent que les soutiens en salle de classe (p. ex., les aides-enseignant(e)s et le personnel de soutien) ont diminué et 49 % des membres signalent que les soutiens à l'école ont diminué (p. ex. conseillères et conseillers pour les enfants et les jeunes, conseillères et conseillers d'orientation). S'ajoute à cela un manque perçu de soutiens communautaires pour les élèves en situation de crise ou qui ont des besoins complexes en matière de comportement et de santé.
- **L'exposition à la violence a des répercussions néfastes sur la capacité des écoles à recruter et à maintenir en poste un personnel qualifié.**
 - Certains membres ont partagé qu'ils envisageaient de quitter la profession en raison des nombreux stress auxquels ils font face au travail, non le moindre étant l'exposition à la violence. Cela venait s'ajouter à l'incapacité des conseils scolaires à recruter des professionnelles et des professionnels qualifiés pour pourvoir les postes vacants d'aide-enseignant(e), de travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes, les conseillères et conseillers et les autres rôles. Selon les membres, l'exposition à la violence et les faibles salaires ont créé des conditions de travail insoutenables pour le personnel de première ligne.

OSSTF/FEESO, founded in 1919, has over 60,000 members across Ontario. They include public high school teachers, occasional teachers, educational assistants, continuing education teachers and instructors, early childhood educators, psychologists, secretaries, speech-language pathologists, social workers, plant support personnel, university support staff, and many others in education.